



## 17ème législature

|   |  |  |
|---|--|--|
| <b>Question N° :<br/>1291</b>                                   | <b>De M. Philippe Bonnacarrère ( Non inscrit - Tarn )</b>                | <b>Question écrite</b>   |
| <b>Ministère interrogé</b> > Personnes en situation de handicap |  | <b>Ministère attributaire</b> > Personnes en situation de handicap |
| <b>Rubrique</b> > personnes handicapées                         | <b>Tête d'analyse</b><br>> Personnes handicapées et retour vers l'emploi | <b>Analyse</b> > Personnes handicapées et retour vers l'emploi.    |
| Question publiée au JO le : <b>22/10/2024</b>                   |  |  |

### Texte de la question

M. Philippe Bonnacarrère interroge Mme la ministre déléguée auprès du ministre des solidarités, de l'autonomie et de l'égalité entre les femmes et les hommes, chargée des personnes en situation de handicap, sur le parcours vers l'emploi des personnes handicapées. Tout d'abord l'Association de gestion du fonds pour l'insertion des personnes handicapées (Agefiph) a indiqué le 10 juin 2024 mettre fin à ses aides à la formation dans le cadre du parcours vers l'emploi. L'association ne donne pas d'explication et laisse ainsi de très nombreuses personnes dans l'incompréhension voire dans un certain désarroi. Est-ce qu'il y a un lien avec l'annonce faite dans le projet de loi de finances pour 2025 ? Plus généralement le parcours vers l'emploi des personnes en situation de handicap, surtout quand il s'effectue en cours de carrière après un accident de la vie ou à l'issue d'une reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé, est perçu et vécu comme une épreuve supplémentaire. La formation, qu'elle vise ou non à une reconversion, est particulièrement difficile d'accès. Des efforts ont été faits, avec quelques résultats notamment en matière de chômage dont le taux a baissé de cinq points ces dix dernières années. Mais les chiffres de l'emploi des personnes en situation de handicap restent largement insatisfaisants : la direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES) indique en effet qu'en 2022 seulement 38 % des personnes handicapées sont en emploi. Il souhaiterait donc lui demander les intentions du Gouvernement pour accompagner plus efficacement les personnes handicapées vers l'emploi et pour renforcer l'offre et l'accès à la formation professionnelle.